

NAIROBI 2007

Repenser les luttes sociales africaines

vendredi 26 janvier 2007, par [L'ECUYER François](#) (Date de rédaction antérieure : 20 janvier 2007).

Sommaire

- [Une dette odieuse](#)
- [Santé et VIH-sida](#)
- [Intégration régionale](#)
- [Droit à la vie](#)

L'an dernier, plutôt que de tenir un seul événement, le comité organisateur du Forum social mondial avait planifié trois forums sociaux polycentriques simultanés : à Caracas (Venezuela), à Bamako (Mali) et à Karachi (Pakistan). Le comité organisateur croyait sûrement bien faire. Les forums polycentriques de Caracas et Karachi, forts de dizaines de milliers de participants, ont certes permis une plus grande décentralisation et une meilleure appropriation citoyenne des forums sociaux. Le succès relatif, en matière de participation, du forum polycentrique de Bamako a toutefois soulevé une importante question : jusqu'où le mouvement altermondialiste est-il prêt à aller pour afficher sa solidarité envers le continent le plus touché par la mondialisation néolibérale ?

Certes, l'Afrique peut sembler moins « attrayante » pour les militants altermondialistes. Un vent de gauche ne souffle pas sur le continent noir. Même les espoirs de la gauche internationale (le gouvernement socialiste du Mozambique et le gouvernement du African National Congress (ANC) en Afrique du Sud, entre autres) ont tour à tour déçu pour avoir embrassé le dogme néolibéral.

Pourtant, nombreuses sont les mobilisations populaires qui, au cours des dernières années, sont parvenues à remodeler le paysage politique africain. À la mondialisation néolibérale, les mouvements sociaux africains ont réussi à opposer des solutions de rechange justes et solidaires en matière de développement. Le mouvement altermondialiste doit aujourd'hui reconnaître l'importance de ces luttes dans l'élaboration d'un nouveau contrat social mondial.

Une dette odieuse

Pour la majorité des États africains, le remboursement de la dette contractée depuis les années 70 constitue le principal frein au développement socioéconomique. Pour certains pays, le poids de cette dette correspond jusqu'à 35 % de leur budget national chaque année. Tout cet argent ne peut pas être investi dans les systèmes de santé et d'éducation alors que les taux d'analphabétisme et de mortalité infantile battent des records internationaux.

Ce sont les mouvements sociaux africains, rassemblés au sein de la coalition Julibée Sud pour l'annulation de la dette des pays en développement, qui ont amorcé le travail de conscientisation des acteurs des pays développés sur cette question. Ces mouvements (les syndicats de la fonction publique en tête) ont également pu mettre au jour la perversité de nos programmes d'allègement de la dette. Le seuil d'endettement jugé « acceptable » par le FMI doit toujours être remboursé, ce qui explique l'augmentation chronique et constante, depuis 2001, des remboursements annuels du

Niger, pourtant avant-dernier dans le classement du PNUD en matière de développement humain.

De plus, pour être admissibles aux programmes d'allégement — notamment l'Initiative des pays pauvres très endettés (PPTÉ) —, les pays doivent respecter un ensemble de « conditionnalités » : libéralisation, déréglementation, ouverture des marchés, privatisation, etc. Ce sont les organisations africaines en lutte contre cette dette largement illégitime (puisqu'elle a déjà été remboursée par trois fois) qui ont réussi à démontrer la suite logique entre les plans d'ajustement structurel et les programmes d'allégement de la dette, démasquant ainsi la rhétorique récupératrice de la finance mondiale.

Santé et VIH-sida

L'Afrique du Sud est certainement le pays le plus fortement touché par l'épidémie du VIH-sida. Jusqu'à 30 % de sa population est infectée par le virus. Après avoir annoncé en 1999 un programme de production de médicaments génériques, le gouvernement de l'ANC a été poursuivi en justice par un groupe de multinationales pharmaceutiques désirant faire respecter leur propriété intellectuelle. N'eût été de la mobilisation populaire menée par le Treatment Action Campaign (TAC), qui regroupe des dizaines de milliers de séropositifs sud-africains, et de l'interpellation des activistes et des gouvernements internationaux, ces multinationales n'auraient pas laissé tomber la poursuite, ce qui fut fait dès 2000.

Alors que le gouvernement sud-africain, l'année suivante, n'avait toujours pas lancé son programme de médicaments génériques, le TAC n'a pas hésité à l'amener en cour. La Constitution sud-africaine prévoyant un accès universel aux soins de santé, la Cour constitutionnelle de l'Afrique du Sud imposa, en deux jugements distincts, l'obligation pour le gouvernement de dispenser gratuitement de la Névirapine (qui prévient la transmission du virus entre la mère et son fœtus) et des médicaments antirétroviraux aux personnes atteintes du VIH.

Encore une fois, les mouvements sociaux africains sont à l'avant-garde d'une lutte sociale qui sera déterminante pour le mouvement altermondialiste des pays en développement, soit l'accès à des soins de santé universels et gratuits.

Intégration régionale

C'est sur le tard que les altermondialistes africains ont compris la dimension néolibérale de l'intégration sous-régionale, me confiait un militant nigérien l'an dernier. Contrairement au projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), restée lettre morte, les mécanismes d'intégration régionale africains — tels la Southern African Development Community (SADC) ou la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) — ont suscité peu de mobilisation populaire.

Pourtant, lorsque le Niger, en pleine famine fin 2004, décidait de hausser et d'imposer sa taxe sur la valeur ajoutée aux produits de première nécessité (eau et nourriture comprises), les organisations nigériennes ont rapidement fait le lien entre ces hausses et les obligations du Niger envers la CEDEAO. Une opération « villes mortes », paralysant l'ensemble du pays début 2005, a non seulement fait reculer le gouvernement du Niger en la matière, elle est aussi parvenue à mobiliser les acteurs de la sous-région au rôle d'articulation des politiques néolibérales jouées par les organisations régionales et les États nationaux. La problématique d'intégration régionale en Afrique est à l'ordre du jour à Nairobi.

Il faut dire qu'au Niger existait déjà un véritable réseau de mobilisation. En 2003 avait été tenu le

Forum social nigérien, qui avait rassemblé des centaines d'organisations à travers le pays. Malgré les difficultés économiques et démocratiques qu'on connaît, les militants du Niger avaient démontré la capacité d'organiser une des déclinaisons nationales du forum social les plus efficaces sur le continent.

Droit à la vie

La précarité sociale et économique à laquelle font face les mouvements sociaux d'Afrique ont forcé ceux-ci à rétablir des ponts importants, parfois délaissés dans les pays développés, entre la vie au travail et la vie à l'extérieur du milieu de travail. Plus près de nous, Marcel Pepin, alors président de la CSN, avait nommé cette bataille le « deuxième front » : pour survivre, pour se reproduire, la classe ouvrière doit s'assurer de pouvoir jouir de services essentiels en matière d'éducation, de santé et de logement, entre autres. L'apport des mouvements sociaux africains, dans le contexte de mondialisation néolibérale actuel, est incontestable.

Les problèmes du continent africain demeurent toutefois nombreux. La gravité des crises socioéconomiques, trop souvent héritées d'un autre siècle, ont provoqué de nombreux conflits meurtriers, que ce soit au Soudan, en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo ou en Somalie. Les mouvements sociaux d'Afrique manquent cruellement de moyens pour s'attaquer à de si grands fléaux.

Le Forum social mondial de Nairobi n'aura sûrement pas le même retentissement que ceux tenus à Porto Alegre. Mais espérons que le mouvement altermondialiste saura jeter les bases de nouveaux partenariats solidaires avec les organisations africaines.

P.-S.

* L'Écuyer est responsable des communications avec Alternatives. L'article a été publié par le quotidien Le Devoir (Montréal). Voir en ligne : www.alternatives.ca